



Statut Socio-Économique et Résultats Scolaires des Enfants au Mozambique

Munguni Bongai

Octobre 2023 / No.789

Résumé

Cette étude examine la relation entre les facteurs socio-économiques et les résultats scolaires des enfants (l'accès à l'école tel qu'il est représenté par le fait d'avoir été inscrit, d'avoir abandonné et d'être resté à l'école, d'être actuellement inscrit ou d'être encore à l'école) pour les enfants du Mozambique à l'aide du modèle probit. Les résultats montrent qu'il n'y a pas beaucoup de différence entre les facteurs qui agissent sur l'accès à l'école et ceux qui agissent sur l'abandon ou le maintien à l'école une fois que l'enfant est inscrit. Les enfants des familles les plus pauvres, dont les parents sont moins éduqués, de la région nord,

qui vivent loin d'une source d'eau et qui ne sont pas les enfants biologiques du chef de famille se sont avérés être les plus désavantagés dans les trois résultats scolaires par rapport à leurs homologues dont les parents sont éduqués, qui appartiennent à des familles riches et qui ont de l'eau à la maison. Le fossé entre les zones rurales et urbaines, la disponibilité de l'électricité et la présence de terres ou de bétail à la maison n'avaient pas de corrélation significative avec les résultats scolaires des enfants. Cette étude soutient donc que les décideurs politiques doivent mettre en œuvre des politiques qui améliorent le contexte socio-économique des enfants, en traitant les facteurs de la demande, en particulier en renforçant les programmes d'alphabétisation des adultes, en fournissant des sources d'eau à proximité des ménages, en encourageant les centres d'éducation pré-primaire et en améliorant le bien-être général des ménages dans lesquels vivent les enfants. En résumé, les résultats ont montré que les facteurs liés à la demande étaient des obstacles majeurs à la scolarisation des enfants et qu'ils devaient être prioritaires dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques éducatives.

Introduction et contexte

Il est généralement admis que l'éducation est l'outil le plus puissant pour lutter contre la pauvreté et renforcer le développement économique d'un pays. Investir dans le capital humain par le biais de l'éducation améliore la compétitivité d'une nation. Des études empiriques ont montré que l'éducation renforce le statut social, améliore la productivité agricole et accélère le processus de transition démographique (Kravdal, 2002). Bongaarts (2003) et Riyami et al. (2004) ont constaté que l'éducation des femmes réduit la fertilité et la mortalité grâce à son effet sur l'âge du premier mariage. L'OMD 2 des Nations unies visait à garantir que les enfants terminent l'enseignement primaire - l'enseignement primaire universel (EPU) (Nations unies, 2015). L'ODD 4 met l'accent sur la nécessité d'une "éducation de qualité inclusive et équitable et la promotion des opportunités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous d'ici 2030" (Nations Unies, 2015). Le gouvernement du Mozambique s'est engagé dans de vastes réformes de l'éducation en 2000, peu après la fin de la guerre civile.

Depuis la fin de la guerre civile, les niveaux de pauvreté sont élevés au Mozambique (MEF/DNEAP, 2016 ; Gradin et Tarp, 2019). L'indice de développement humain (IDH) du pays s'est amélioré de plus de 120 % entre 1990 et 2019, passant d'une valeur de 0,209 à 0,46 (Nations unies, 2015). Toutefois, le pays se situe toujours dans la catégorie des pays à faible développement humain et était classé 180e sur 189 pays et territoires en 2017. Les inégalités restent l'un des maux sociaux du pays (MEF/DNEAP, 2016 ; Gradin et Tarp, 2019 ; Arndt et Mahrt, 2017). Le sud continue d'être mieux loti que le centre et le nord.

Le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) du Mozambique a été impressionnant après 2000, avec une moyenne d'environ 7,5 %, jusqu'en 2015, lorsque le pays a plongé dans une crise de la dette cachée (Arndt et Mahrt, 2017). Les progrès économiques n'ont toutefois pas réussi à sortir le pays de l'extrême pauvreté. Le taux de pauvreté était de 69 % en 1996/97, de 52,8 % en 2002/03, de 51,7 % en 2008/09 et de 46,1 % en 2014/15 (MEF/DNEAP, 2016). Des études ont montré que les personnes étaient plus susceptibles de rester dans la catégorie vulnérable ou pauvre que de passer dans une meilleure catégorie (Salvucci et Santos, 2020 ; Salvucci et Tarp, 2021). La pauvreté des enfants dépasse celle des pays voisins (Mahrt, Rossi et Salvucci, 2020).

Le secteur formel n'emploie encore qu'environ 14 % de la main-d'œuvre totale, le reste relevant du secteur informel. La population active représente 43 % de la population totale et près de la moitié de la population est âgée de 0 à 14 ans. Le pays dépend encore fortement du secteur agricole qui fournit 75 % des emplois ; le secteur des services en fournit 21 % et le secteur industriel 4 % (MEF/DNEAP, 2016). La raison la plus souvent citée pour expliquer la lenteur avec laquelle la croissance se traduit par une réduction de la pauvreté et des inégalités est la main-d'œuvre nationale relativement peu qualifiée (MEF/DNEAP, 2016 ; Gradin et Tarp, 2019 ; Arndt et Mahrt, 2017). Le Mozambique dispose d'un capital humain très faible, en particulier dans le domaine de l'éducation, de sorte que les entreprises ont eu recours à l'importation de main-d'œuvre qualifiée pendant la période d'expansion (MEF/DNEAP, 2016). En outre, le pays est fréquemment victime de catastrophes naturelles telles que les inondations, les cyclones, la sécheresse et les maladies (en particulier le sida et le paludisme).

Le système scolaire mozambicain comprend deux cycles : le premier cycle du primaire (classes 1 à 5, appelées EP1) et le deuxième cycle du primaire (classes 6 et 7, appelées EP2). L'enseignement secondaire comprend également deux cycles : les classes 8 à 10 du secondaire inférieur, appelées ES1, et les classes 11 à 12 du secondaire supérieur, appelées ES2. En raison de la pénurie d'écoles et de salles de classe, certaines écoles primaires fonctionnent en trois équipes par jour. Après sept ans d'enseignement primaire, les élèves ont le choix de s'inscrire dans l'enseignement secondaire général, dans les écoles normales primaires inférieures, dans les écoles techniques de base ou dans les écoles professionnelles.

À l'époque coloniale, l'éducation n'était pas facilement accessible aux Mozambicains de souche, à tel point qu'en 1975 (année de l'indépendance), 93 % de la population était analphabète (UNESCO, 2011). Malheureusement, la guerre civile a éclaté deux ans après l'indépendance et s'est poursuivie jusqu'en 1992. Le gouvernement n'a donc pas été en mesure d'entreprendre des réformes significatives dans le secteur de l'éducation. En 2004, le gouvernement a entrepris de vastes réformes pour améliorer l'éducation. Les frais de scolarité nationaux et autres frais dans l'enseignement primaire ont été supprimés et les manuels scolaires ont été fournis gratuitement. L'enseignement primaire est entièrement gratuit au Mozambique,

tandis que les écoles secondaires sont payantes. Le gouvernement, grâce au soutien de la Banque mondiale sous la forme du programme "Soutien direct aux écoles", a également augmenté le financement des dépenses non salariales des écoles (Banque mondiale, 2003). La construction d'écoles et l'embauche massive d'enseignants ont accompagné les réformes de 2004, entraînant une augmentation du nombre d'écoles et de classes.

Le taux de scolarisation et d'achèvement des études primaires a été relativement faible et en baisse pendant une décennie, de 1985 à 1995, période qui coïncide avec la guerre. Le taux d'inscription dans l'enseignement secondaire est resté stable à 7 % au cours de cette période. La phase qui a suivi les réformes scolaires de 2004 a été caractérisée par de grandes améliorations dans ces trois domaines de l'éducation. Le taux net de scolarisation, qui était de 73 % en 2005 et de 90 % en 2015, a baissé de 2 % pour atteindre 88 % en 2017. Le taux d'achèvement du cycle primaire, qui n'était que de 16 % en 2000, a presque triplé pour atteindre 41 % en 2005. En 2010, le taux a encore augmenté de 16 points de pourcentage pour atteindre 57 %. Toutefois, une tendance à la baisse s'est dessinée par la suite et, en 2017, le taux d'achèvement était de 46 %. Le taux de scolarisation dans le secondaire a montré une tendance à la hausse depuis 2005 et a enregistré une amélioration de 22 points de pourcentage entre 2005 et 2017. Toutefois, le taux de scolarisation dans le secondaire n'a pas progressé autant que dans le primaire. Cela peut s'expliquer par le taux relativement faible d'achèvement des études primaires et par l'incapacité de certains parents à envoyer leurs enfants dans des écoles secondaires payantes.

Le taux brut de scolarisation dans le secondaire n'était que de 33 % en 2015, alors que la moyenne dans la région de l'Afrique subsaharienne était de 42,5 %. Cela signifie que de nombreux enfants n'atteignent pas la septième année d'études et que, parmi ceux qui y parviennent, tous ne passent pas au niveau secondaire. Par conséquent, le pays continuera à manquer d'une main-d'œuvre éduquée et qualifiée. En résumé, cela montre que les réformes ont permis d'améliorer les résultats scolaires des enfants, mais qu'il reste encore beaucoup à faire.

Un examen détaillé de l'accès des enfants à l'école et des facteurs sous-jacents associés est primordial étant donné les problèmes de progression scolaire et les faibles taux d'achèvement de l'enseignement primaire dans le pays. S'il existe une littérature abondante sur les déterminants de la scolarisation dans le monde, la littérature spécifique au Mozambique est rare. La plupart des études se sont concentrées sur l'analyse du statut de la scolarisation séparément. Par exemple, elles se concentrent sur la question de savoir si un enfant est actuellement scolarisé ou non (voir Robson, 1993 ; Handa, 200 ; Mambo, 2017). Cette étude contribuera à l'analyse de la première inscription (accès à la scolarisation), de l'abandon et du maintien de la scolarisation simultanément dans un modèle de régression bivarié.

L'objectif principal de cette étude était d'examiner les facteurs socio-économiques qui déterminent le processus d'accès, d'abandon et de maintien des enfants à l'école en utilisant les données de l'enquête sur les indicateurs du SIDA (DHS/AIS, 2015). Plus précisément, l'étude a cherché à examiner si les variables qui ont une incidence sur le premier accès des enfants à l'école (première inscription) sont les mêmes que celles qui ont une incidence sur leur maintien à l'école.

Source des données

L'étude a utilisé l'ensemble des données de l'AIS 2015. Cet ensemble de données comprend des enquêtes sur les ménages représentatifs au niveau national qui fournissent des données pour un large éventail d'indicateurs de suivi et d'évaluation d'impact dans les domaines de la population, de la santé et de la nutrition. Les données ont été collectées entre mai et septembre 2015 (DHS/AIS, 2015). Cette étude a utilisé l'ensemble de données sur les membres du ménage (MZPR71FL.DTA) qui contient des informations sur chaque membre du ménage. Un échantillon de personnes âgées de 6 à 18 ans a été utilisé. L'ensemble de données présente des limites dans la mesure où il ne contient pas d'informations sur le moment où l'enfant en question s'est inscrit à l'école ou s'il a redoublé une classe. Il n'y a pas non plus d'informations sur le revenu monétaire du ménage, la distance par rapport à l'école et les heures passées à travailler pour les enfants qui pourraient combiner école et travail, etc. qui auraient pu être utiles pour notre étude.

Conclusion

L'objectif de cette étude était d'examiner la relation entre les facteurs socio-économiques et les résultats scolaires des enfants (accès à la scolarisation, abandon scolaire et maintien de la scolarisation). Le gouvernement et les agences de bailleurs de fonds travaillent sans relâche pour assurer la scolarisation universelle des enfants et l'achèvement des études primaires, conformément aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et aux objectifs de développement durable (ODD). Les progrès réalisés montrent toutefois que le pays est encore loin d'atteindre ces objectifs.

Cette étude montre que la plupart des variables sont corrélées avec les résultats scolaires des trois enfants, ce qui implique que les variables qui ont une incidence sur l'accès à la scolarité, l'abandon scolaire ou le maintien à l'école sont pratiquement les mêmes. La scolarisation des enfants est influencée par la demande ou par des facteurs socio-économiques tels que l'éducation des parents, la distance par rapport à la source d'eau, la richesse du ménage, l'âge de l'enfant et la région d'origine de l'enfant. Le gouvernement et les autres agences intéressées doivent donc également prendre en compte ces facteurs socio-démographiques dans les politiques d'éducation des

enfants. Il convient donc de mettre davantage l'accent sur l'amélioration de ces facteurs, tout en accordant la priorité aux facteurs liés à l'offre en matière d'éducation. Le foyer d'où vient l'enfant doit être propice et permettre à l'enfant de trouver le temps d'aller à l'école. Par exemple, si la source d'eau est située loin du foyer, on demandera aux enfants d'aller chercher de l'eau. En outre, si la famille est très pauvre, le travail des enfants sera exigé pour que la famille puisse mettre de la nourriture sur la table. En résumé, les facteurs socio-démographiques présentent une corrélation significative très élevée avec l'éducation des garçons et des filles. Par conséquent, il convient d'accorder la priorité non seulement aux facteurs liés à l'offre, mais aussi à ceux liés à la demande, afin de garantir l'éducation des enfants.

Références

- Akpotu, N.E., D.G. Omotor and D. Onoyase. 2007. "Family size and parents' socio-economic variables as predictors of investment in children education in South-West Nigeria". *Studies on Home and Community Science*, 1(2): 127–32.
- Arndt, C., and K. Mahrt 2017. "Is Inequality Underestimated in Mozambique? Accounting for Underreported Consumption". WIDER Working Paper
- Atemnkeng, J.T. 2010. "Household-level social capital in Cameroon and children's schooling: A gender analysis". *Africa Development*, 35(4): 211–36.
- Berg, S., Da Maia, C., and Burger, C. 2017. "Educational inequality in Mozambique". Helsinki, Finland: The United Nations University World Institute for Development Economics Research.
- Beutel, A.M. and W.G. Axinn. 2002. "Gender, social change, and educational attainment". *Economic Development and Cultural Change*, 51(1): 109–34.
- Bongaarts, J. 2003. "Completing the fertility transition in the developing world: The role of educational differences and fertility preferences". *Population Studies*, 57(3): 321–35.
- Borkum, E. 2012. "Can eliminating school fees in poor districts boost enrolment? Evidence from South Africa". *Economic Development and Cultural Change*, 60(2): 359–98.
- Branson, N., C. Hofmeyr and D. Lam. 2014. "Progress through school and the determinants of school dropout in South Africa". *Development Southern Africa*, 31(1): 106–26.
- Buchmann, C. and D. Brakewood. 2000. "Labor structures and school enrolments in developing societies: Thailand and Kenya compared". *Comparative Education Review*, 44(2): 175–204.
- Cameron, A. C., and Trivedi, P. K. 2010. *Microeconometrics using Stata (Vol. 2)*. College Station, TX: Stata press.
- Chetty, Raj, John N. Friedman, and Jonah E. Rockoff. 2014. "Measuring the Impacts of Teachers II: Teacher Value-Added and Student Outcomes in Adulthood". *American Economic Review* 104 (9): 2633–79.
- Chudgar, A. 2011. "Female headship and schooling outcomes in rural India". *World Development*, 39(4): 550–60.
- Chuong, C. and D. Operario. 2012. "Challenging household dynamics: Impact of orphanhood, parental absence, and children's living arrangements on education in South Africa". *Global Public Health*, 7(1): 42–57.

- Cunningham, C., Cunningham, S. A., Halim, N., and K.M Yount. 2019. "Public investments in education and children's academic achievements". *The Journal of Development Studies*, 55(11), 2365-2381.
- DHS/AIS. 2015. "Mozambique: Standard AIS, 2015". Available at: https://dhsprogram.com/data/dataset/Mozambique_Standard-AIS_2015.cfm?flag=0Figlio
- D., Karbownik, K., Roth, J. and Wasserman, M., 2016. "School quality and the gender gap in educational achievement". *American Economic Review*, 106(5), pp.289-95.
- Gebremedhin, T.A. and I. Mohanty. 2016. "Child schooling in Ethiopia: The role of maternal autonomy". *PLoS One*, 11(12).
- Gertler, P. and P. Glewwe. 1990. "The willingness to pay for education in developing countries: Evidence from rural Peru". *Journal of Public Economics*, 42(3): 251-75.
- Gradin, C. and Tarp, F. 2019. "Investigating Growing Inequality in Mozambique". *South African Journal of Economics*. 87(2):110-138.
- Gurmu, E. and D, Etana. 2013. "Socio-economic and demographic determinants of children's primary school enrolment in Ethiopia". *Eastern Africa Social Science Research Review*, 29(1): 1-30.
- Handa, S. 2002. "Raising primary school enrolment in developing countries: The relative importance of supply and demand". *Journal of Development Economics*, 69(1), 103-128.
- Knodel, J., and G. W, Jones. 1996. "Post-Cairo population policy: does promoting girls' schooling miss the mark?" *Population and development review*, 683-702.
- Kravdal, Ø. 2002. "Education and fertility in sub-Saharan Africa: Individual and community effects". *Demography*, 39(2): 233-50.
- Kristi, M., Rossi, A., Vincenzo, S. and Finn, T., 2020. "Correction to: Multidimensional Poverty of Children in Mozambique". *Child Indicators Research*, 13(5), pp.1701-1702.
- Kuépié, M., D. Shapiro, and M. Tenikue. 2015. "Access to schooling and staying in school in selected Sub-Saharan African countries". *African Development Review*, 27(4): 403-14.
- Lewin, K. M. 2009. "Access to education in sub-Saharan Africa: patterns, problems and possibilities". *Comparative Education*, 45(2), 151-174.
- Lloyd, C. B., and Hewett, P. C. 2003. "Primary schooling in sub-Saharan Africa: Recent trends and current challenges". *The Journal of Development Studies*, 55(11), 2365-2381.
- Mahrt, K., Rossi, A., Salvucci, V. et al., 2020. "Correction to: Multidimensional Poverty of Children in Mozambique". *Child Ind Res* 13, 1701-1702. <https://doi.org/10.1007/s12187-020-09737-5>. 30
- Mambo, M. F. 2017. "Demand for primary education in Mozambique". Working paper, 2017. Helsinki: UNU-WIDER
- Mani, S., J. Hoddinott J. Strauss. 2013. "Determinants of schooling: Empirical evidence from rural Ethiopia". *Journal of African Economies*, 22(5): 693-731.
- MEF/DNEAP. 2016. "Poverty and well-being in Mozambique: The fourth national assessment (IOF 2104/15)". Maputo: National Directorate of Studies and Policy Analysis, Ministry of Economics and Finance.
- Menon, N., M. R, Yana, and Nguyen, H. 2014. "Women's land rights and children's human capital in Vietnam". *World Development*, 54: 18-31
- Morduch, J. 2000. "Sibling rivalry in Africa". *American Economic Review*, 90(2), 405-409.
- Oryoie, A.R., J. Alwang and N. Tideman. 2017. "Child labor and household land holding: Theory and empirical evidence from Zimbabwe". *World Development*, 100: 45-58.

- Riyami, A., Afifi, M., and Mabry, R. M. 2004. "Women's autonomy, education and employment in Oman and their influence on contraceptive use". *Reproductive Health Matters*, 12(23), 144–154.
- Robinson, E. 1993. "The effects of family background on pupils' academic achievement in Mozambique". *International Journal of Educational Development*, 13(3), 289–294.
- Rose, P. and S. Al-Samarrai. 2001. "Household constraints on schooling by gender: Empirical evidence from Ethiopia". *Comparative Education Review*, 45(1), 36–63.
- Salvucci, V and Tarp, F. 2021. "Estimating poverty transitions in Mozambique using synthetic panels: A validation exercise and an application to cross sectional survey data." *Wider Working Paper 2021/26*. 32
- Salvucci, V. and Santos, R. 2020. "Vulnerability to Natural Shocks: Assessing the Short-Term Impact on Consumption and Poverty of the 2015 Flood in Mozambique." *Ecological Economics*.
- Salvucci, V. and F. Tarp. 2021. "Estimating poverty transitions in Mozambique using synthetic panels: A validation exercise and an application to cross sectional survey data". *Wider Working Paper 2021/26*. United Nations University World Institute for Development Economics Research (UNU-WIDER), Helsinki, Finland.
- Salvucci, V. and R. Santos. 2020. "Vulnerability to natural shocks: Assessing the short-term impact on consumption and poverty of the 2015 flood in Mozambique." *Ecological Economics*.
- Singh, A., S. Gaurav, and U. Das. 2013. "Household headship and academic skills of Indian children: A special focus on gender disparities". *European Journal of Population/Revue Européenne De Démographie*, 29(4): 445–66.
- UNESCO. 2011. "The hidden crisis: Armed conflict and education." *Education for All (EFA) Global Monitoring Report 2011*. UNESCO Publishing, Paris, France: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization UNESCO).
- United Nations. 2015. "Sustainable Development Goals: 17 Goals to transform our world". Available from <https://www.un.org/sustainabledevelopment/sustainable-development-goals/>
- Van der Berg, S., Da Maia, C., and Burger, C. 2017. "Educational inequality in Mozambique (No. 2017/212)". *WIDER Working Paper*.
- Warrington, M. 2013. "Challenging the status quo: The enabling role of gender sensitive fathers, inspirational mothers and surrogate parents in Uganda". *Educational Review*, 65(4), 402–415.
- World Bank. 2003. "World Development Report 2004 : Making Services Work for Poor People". World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/5986> License: CC BY 3.0 IGO
- World Bank. 2014. "World Development Indicators database. Washington, DC". <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators/wdi-2014>. Accessed 7 May 2016
- Yu, W., and K. Su. 2006. "Gender, sibship structure, and educational inequality in Taiwan: Son preference revisited". *Journal of Marriage and Family*, 68(4): 1057–68.
- Zhang, Y., G. Kao, and E. Hannum. 2007. "Do mothers in rural China practice gender equality in educational aspirations for their children?" *Comparative Education Review*, 51(2): 131–57.
- Zhao, M., and P. Glewwe. 2010. "What determines basic school attainment in developing countries? Evidence from rural China". *Economics of Education Review*, 29(3): 451–60.



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

Intégrer la rigueur et les données probantes dans l'élaboration des politiques économiques en Afrique

- Améliorer la qualité.
- Assurer la durabilité.
- Accroître l'influence.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,
3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@aercafrica.org